

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/309/Add.1**

28 septembre 2001

(01-4646)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## **EXAMEN DE LA LÉGISLATION**

### Réponse du Bahreïn à une question posée par le Canada

#### Addendum

Dans une communication datée du 18 septembre 2001, la délégation du Bahreïn a fait parvenir au Secrétariat la réponse suivante à une question posée par le Canada et distribuée dans le document IP/C/W/261/Add.1.<sup>1</sup>

3. *Selon nos informations, un projet de législation en matière de propriété intellectuelle est en cours d'élaboration.*

a) *Quand cette législation est-elle susceptible d'être effectivement mise en œuvre?*

Selon la charge de travail du législatif, les projets de lois devraient être promulgués dans les quatre à six mois à venir. Cependant, il convient de noter que les plaintes pourront se fonder sur les dispositions de l'Accord sur les ADPIC même si les projets de lois ne sont pas encore promulgués car cet accord fait partie de la législation nationale du Bahreïn qui l'a ratifié en 1994 par le Décret législatif n° 7.

b) *Quelles sont les améliorations principales apportées par ce projet de législation au regard des obligations prévues par l'Accord sur les ADPIC?*

Le projet de loi prévoit les huit lois spécifiques suivantes:

1. Marques de fabrique ou de commerce
2. Brevets et modèles d'utilité
3. Variétés de plantes
4. Droits d'auteur et droits voisins
5. Dessins et modèles industriels
6. Indications géographiques

---

<sup>1</sup> Les réponses du Bahreïn aux questions 1 et 2 posées par le Canada ont été distribuées dans le document IP/C/W/309.

7. Schémas de configuration de circuits intégrés

8. Secrets commerciaux

Voici les améliorations principales apportées par le projet de législation au regard des obligations prévues par l'Accord sur les ADPIC (il faut se reporter au texte du projet de législation pour avoir une vision globale et complète de ces améliorations):

### **1. Marques de fabrique ou de commerce**

Le projet de loi prévoit la protection définie à l'article 16 de l'Accord sur les ADPIC concernant les marques notoirement connues pour les biens et les services. L'enregistrement sera d'une durée de dix ans au lieu de sept (renouvelable indéfiniment pour des durées semblables comme le prescrit la loi existante).

Il introduit également des mesures à la frontière pour protéger les marques de fabrique ou de commerce en vertu de la section 4 de l'Accord sur les ADPIC et renforce les dispositions relatives aux mesures provisoires de sorte qu'elles soient conformes à l'article 50 de l'Accord. Par ailleurs, il se concentre sur les dispositions relatives aux sanctions pénales pour qu'elles soient entièrement conformes à l'article 61 de l'Accord et augmente les sanctions disponibles au titre de la loi existante.

### **2. Brevets et modèles d'utilité**

Ce projet de loi remplacera la loi existante relative aux brevets et aux dessins et modèles industriels, promulguée en 1955. Il est à noter que ce projet de loi garantit l'existence d'une loi moderne et complète sur les brevets, conformément à l'Accord sur les ADPIC. Le projet de loi définit précisément la brevetabilité et met l'accent sur certaines exclusions qui restent dans les limites permises à l'article 27:2 et 3 de l'Accord. Les droits du titulaire du brevet sont renforcés conformément à l'article 28 de l'Accord.

Le projet de loi adopte un régime de licences non volontaires dans les limites et clauses de sauvegarde prévues à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.

La durée de la protection par brevet est de 20 ans. Le principe du renversement de la charge de la preuve est prévu conformément à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC. Ce projet de loi introduit, en outre, la notion de mesures provisoires selon les détails précisés à l'article 50 de l'Accord.

### **3. Variétés végétales**

Le projet de loi adopte un régime spécifique qui n'est pas disponible dans la législation actuelle. Ce projet de loi se fonde sur la loi type de la Convention UPOV.

### **4. Droits d'auteur et droits voisins**

Le projet de loi refond la loi existante en introduisant la protection des droits voisins et en augmentant la durée actuelle de la protection conformément aux articles 12 et 13 de l'Accord sur les ADPIC. Il vise à assurer que les limites et exceptions n'outrepassent pas celles définies par l'Accord et stipule, tout particulièrement, que ces dernières ne doivent pas causer un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Ce projet de loi garantit, par ailleurs, que les programmes informatiques et les bases de données bénéficient de la protection requise en vertu de l'Accord.

De plus, le projet de loi introduit le principe des droits de location comme le prescrit l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC. Il aborde également la question de la protection rétroactive comme le prescrit l'article 14:6 de l'Accord.

Conformément à la section 4 de l'Accord sur les ADPIC, des mesures à la frontière sont définies pour protéger le droit d'auteur. Les dispositions relatives aux mesures provisoires sont renforcées pour être conformes à l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC. Les dispositions concernant les sanctions pénales sont consolidées suivant les termes de l'article 61 de l'Accord et des peines plus sévères que celles que prévoit la loi actuelle seront infligées.

## **5. Dessins et modèles industriels**

Ce projet de loi remplacera la loi relative aux brevets, dessins et modèles industriels, promulguée en 1955. Il est à noter qu'avec ce projet de loi, le pays disposera d'une législation moderne et complète pour la protection des dessins et modèles industriels conformément aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

Le projet de loi modifie la définition des dessins et modèles industriels pour qu'elle soit conforme à l'article 25:1 de l'Accord sur les ADPIC et envisage la possibilité de déposer plusieurs demandes d'enregistrement, ce qui devrait s'avérer utile pour les dessins et modèles textiles.

Il modifie et améliore la portée de la protection accordée aux dessins et modèles industriels pour qu'elle soit conforme aux prescriptions de l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC. Ce projet de loi introduit, en outre, la notion de mesures provisoires avec les détails prescrits à l'article 50 de l'Accord.

## **6. Indications géographiques**

Le projet de loi reprend toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, dans la mesure où la législation actuelle en la matière se résume à l'article 61 de la Loi du commerce, lequel interdit l'usage illégal d'une indication géographique et considère un tel usage illégal comme une forme de concurrence déloyale.

## **7. Schémas de configuration de circuits intégrés**

Le projet de loi met en place une nouvelle législation consacrée à la protection des schémas de configuration de circuits intégrés et reprend intégralement les articles 35 à 38 de l'Accord sur les ADPIC. En effet, la législation en vigueur ne vise pas expressément les schémas d'intégration de circuits intégrés.

## **8. Secrets commerciaux**

Le projet de loi établit un nouveau volet de législation consacré à la protection des secrets commerciaux et intègre les dispositions de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, y compris les données résultant d'essais et autres données communiquées aux autorités gouvernementales pour obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles.

---